Bref compte rendu du rassemblement devant le Parlement Européen,
mardi 17 septembre 2024

A l'appel de voix françaises juives, une vingtaine de personnes se sont réunies devant le Parlement européen mardi 17 septembre 2024 vers 17 heures, parmi lesquelles le député Emmanuel Fernandes député LFI Bas-Rhin (2ème circonscription), la députée Emma Fourreau - groupe de la gauche au Parlement européen - GUE/NGL - France LFI et le député Anthony Smith - groupe de la gauche au Parlement européen - GUE/NGL - France LFI.

Il s'agissait de réclamer la fin de l'accord d'association UE/Israël et d'appeler de toute urgence à un Cessez-le-feu à Gaza et à la fin du génocide en cours !

Georges Federmann a pris la parole en premier :

Nous sommes confrontés à une série d'évènements complexes, préoccupants et « clivants » qui constituent des menaces pour la cohésion sociale : Covid, guerre entre la Russie et l'Ukraine, guerre entre Israël et Gaza, entre Israël et la Cisjordanie, victoires du RN aux européennes et aux législatives en nombre de voix, déni de démocratie du Président Emmanuel Macron pendant près de deux longs mois...
Que vont devenir les plus fragiles ? Que vont devenir notre démocratie et notre Europe ?

Concernant plus précisément le conflit israélo-palestinien, le drapeau israélien flottant, avec le drapeau français, sur le fronton de la Grande Synagogue de l'avenue de la Paix-Simone Veil à Strasbourg me pose problème.

Il semble que le Droit Local ne considère pas que le fait d'afficher un drapeau étranger sur un édifice religieux local constitue une infraction.
Je comprends bien par ailleurs qu'il s'agit d'un signe de solidarité avec l'Etat d'Israël, douloureusement meurtri par le pogrom du Hamas le 7 octobre 2023, et d'une prière pour la libération des otages israéliens encore entre les mains du Hamas.

Mais ce symbole me semble aujourd'hui dommageable car il contribue à assimiler juifs et Israéliens, et donc à entretenir une confusion qui participe à la montée de l'antisémitisme. Pourtant dans les débats, nombreux sont ceux qui s'efforcent de faire la distinction, particulièrement dans le contexte actuel si tendu, et alors que des poursuites pénales internationales sont engagées à la fois contre M. Netanyahou et contre 3 leaders du Hamas, dont 2 ont déjà été exécutés par Israël qui s'est fait justice lui-même, une fois de plus.

Français juif, je ne me reconnais en rien dans la justification des massacres commis par l'armée israélienne depuis onze mois à Gaza. L'intervention de l'armée israélienne à Gaza a provoqué la mort de plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens, en grande majorité des femmes et des enfants. Elle a organisé la destruction systématique des habitations et des infrastructures, n'épargnant ni les écoles ni les hôpitaux, elle a délibérément conduit à affamer et à priver de soins la population, tout en interdisant l'accès du territoire à la presse.
Le choléra, l'hépatite A et la polio « refleurissent ».

L'indispensable lutte contre l'antisémitisme, recrudescent en France et en Europe, ne peut que pâtir de ces violences inutiles. En tant que juif, je refuse d'y être un tant soit peu associé.

Comme je dénonce les amalgames grossiers entretenus par les instances de représentation du judaïsme en France accusant d'antisémitisme tous ceux qui critiquent la politique du gouvernement israélien dont LFI fait les frais chaque jour, affaiblissant ce faisant le NFP.

Juif vivant en France, je soutiens les courageuses voix juives qui en Israël parlent de paix, condamnent la guerre de Gaza, dénoncent l'occupation, appellent à la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien et à une solution pacifique qui, seule, apportera la dignité et la sécurité aux deux peuples palestinien et israélien. Antisionisme n'est pas antisémitisme !

Je milite pour le respect du droit international et demande donc la suspension automatique des accords économiques entre l'UE et Israël car les colonisations et le mur de séparation sont totalement illégaux ! »

Georges Federmann a, pour terminer, affirmé sa solidarité avec B'Tselem (Centre israélien d'information pour les droits de l'homme dans les Territoires occupés), Breaking the silence (regroupant des anciens soldats), Standing together (militant pour un avenir commun entre les deux peuples), les Refuzniks (jeunes Israéliens refusant d'aller combattre à Gaza ou dans les Territoires occupés) et toutes celles et ceux qui s'opposent aux actes criminels menés par Nétanyahou et ses ministres.

Le député Emmanuel Fernandes a également dénoncé le massacre en cours. Il a déclaré que *The Lancet*, revue internationalement reconnue, estime le nombre de personnes mortes à Gaza à 186 000 ! (morts directes ou indirectes). « Le terme de génocide n'est donc pas galvaudé, inapproprié ! » Il a rappelé qu'il a rencontré, avec une délégation de députés Insoumis, le Ministre palestinien des prisonniers politiques, Qadoura Fares. Triste perspective, il n'existe même plus d'opposition au gouvernement israélien avec laquelle il pourrait tenter de négocier. L'opposition en Israël est elle aussi étouffée, devenue portion congrue, « ça m'arrache le cœur de le dire, je n'ai aujourd'hui plus aucun interlocuteur de Paix en Israël » déclarait Qadoura Fares. C'est pourquoi il faut absolument partout et tout le temps, dans les institutions, au quotidien, autour de nous, dire que ces massacres doivent cesser et exiger la paix !

La députée au Parlement européen Emma Fourreau a insisté sur l'importance d'être informé correctement, sur le rôle crucial des journalistes qui sont malheureusement pris pour cible par l'armée israélienne. Et sur le rôle des Gazaouis qui témoignent sur les réseaux sociaux afin que l'information ne soit pas muselée. « Qui peut considérer qu'un enfant est coupable de quoi que ce soit ! ». Les victimes sont aujourd'hui des victimes civiles, majoritairement des femmes et des enfants. Le double standard existe, notamment au Parlement européen où on veut bien parler de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, mais où le conflit Israélo-Palestinien n'a pas droit de cité. Cette semaine, pour la première fois, il sera possible d'avoir un débat sur ce conflit, MAIS ! Parler de la Cisjordanie, de la colonisation, des prisonniers politiques reste impossible. Rima Hassan prendra la parole pour évoquer la situation à Gaza. Mais nous devons tous nous mobiliser pour dénoncer ce qui se passe à Gaza, car on ne peut compter sur les médias dans leur ensemble ou sur Emmanuel Macron pour dénoncer l'inacceptable. Nous sommes solidaires de nos frères et sœurs en humanité à Gaza. C'est également important pour eux, car ils ont parfois accès aux réseaux sociaux et se rendent alors compte que le monde ne les oublie pas et n'accepte pas cette situation intolérable. Gaza ne saura être effacée ! Des sanctions doivent être prises, la pression populaire doit s'exercer. Justice doit être rendue.

Le député au Parlement européen Anthony Smith a fortement appuyé ces propos. « Les députés européens refusent systématiquement de parler des Gazaouis, des massacres en

Palestine ». Il faut dénoncer partout dans l'hémicycle, mais ici, autour de nous, sans relâche, cette situation intolérable.

Pour clôturer cette rencontre, la fondatrice et présidente d'EUR FUTURE, Bella Beltaif, a longuement insisté sur le rôle de l'échange, du dialogue, des rencontres, notamment entre des jeunes qui vivent dans des sphères différentes, qui pensent de manière différente et parfois opposée, qui vivent enclavés dans leur quartier et sont de fait peu enclin à accueillir la parole et les idées de l'autre. Faire disparaître les clivages et ouvrir les cœurs … CL